

Convention n° 29 concernant le travail forcé ou obligatoire

Adoptée à Genève le 28 juin 1930¹

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 20 juin 1939²

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 23 mai 1940

Entrée en vigueur pour la Suisse le 23 mai 1941

Amendée par les conventions nos 80³ et 116⁴

(Etat le 5 mars 2008)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 10 juin 1930 en sa quatorzième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au travail forcé ou obligatoire, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

Adopte, ce vingt-huitième jour de juin mil neuf cent trente, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le travail forcé, 1930, à ratifier par les membres de l'Organisation internationale du Travail conformément aux dispositions de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail⁵:

Art. 1

1. Tout membre de l'organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes dans le plus bref délai possible.
2. En vue de cette suppression totale, le travail forcé ou obligatoire pourra être employé, pendant la période transitoire, uniquement pour des fins publiques et à titre exceptionnel, dans les conditions et avec les garanties stipulées par les articles qui suivent.

RO 56 1002 et RS 14 37; FF 1939 I 761

¹ La convention fut adoptée dans la quatorzième session de la Conférence internationale du Travail et signée par le président de cette session et le Directeur général du Bureau international du Travail. Chaque Etat ne devenait partie à cette convention qu'après avoir déposé son instrument de ratification (art. 28).

Par suite de la dissolution de la Société des Nations et de l'amendement de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, certaines modifications de la présente convention sont devenues nécessaires en vue d'assurer l'exercice des fonctions de chancellerie qui étaient confiées précédemment au secrétaire général de la Société des Nations. On a tenu compte dans le présent texte de ces modifications apportées par la conv. du 9 oct. 1946 (RS 0.822.719.0).

² RO 56 998

³ RS 0.822.719.0

⁴ RS 0.822.721.6

⁵ RS 0.820.1

3. A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention et à l'occasion du rapport prévu à l'article 31 ci-dessous, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail examinera la possibilité de supprimer sans nouveau délai le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes et décidera s'il y a lieu d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la Conférence.

Art. 2

1. Aux fins de la présente convention, le terme «travail forcé ou obligatoire» désignera tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré.

2. Toutefois, le terme «travail forcé ou obligatoire» ne comprendra pas, aux fins de la présente convention:

- a. Tout travail ou service exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire et affecté à des travaux d'un caractère purement militaire;
- b. Tout travail ou service faisant partie des obligations civiques normales des citoyens d'un pays se gouvernant pleinement lui-même;
- c. Tout travail ou service exigé d'un individu comme conséquence d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire, à la condition que ce travail ou service soit exécuté sous la surveillance et le contrôle des autorités publiques et que ledit individu ne soit pas concédé ou mis à la disposition de particuliers, compagnies ou personnes morales privées;
- d. Tout travail ou service exigé dans les cas de force majeure, c'est-à-dire dans les cas de guerre, de sinistres ou menaces de sinistres tels qu'incendies, inondations, famines, tremblements de terre, épidémies et épizooties violentes, invasions d'animaux, d'insectes ou de parasites végétaux nuisibles, et en général toutes circonstances mettant en danger ou risquant de mettre en danger la vie ou les conditions normales d'existence de l'ensemble ou d'une partie de la population;
- e. Les menus travaux de village, c'est-à-dire les travaux exécutés dans l'intérêt direct de la collectivité par les membres de celle-ci, travaux qui, de ce chef, peuvent être considérés comme des obligations civiques normales incombant aux membres de la collectivité, à condition que la population elle-même ou ses représentants directs aient le droit de se prononcer sur le bien-fondé de ces travaux.

Art. 3

Aux fins de la présente convention, le terme «autorités compétentes» désignera soit les autorités métropolitaines, soit les autorités centrales supérieures du territoire intéressé.

Art. 4

1. Les autorités compétentes ne devront pas imposer ou laisser imposer le travail forcé ou obligatoire au profit de particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées.
2. Si une telle forme de travail forcé ou obligatoire au profit de particuliers, de compagnies ou de personnes morales privées existe à la date à laquelle la ratification de la présente convention par un membre est enregistrée par le Directeur général du Bureau international du Travail, ce membre devra supprimer complètement ledit travail forcé ou obligatoire dès la date de l'entrée en vigueur de la présente convention à son égard.

Art 5

1. Aucune concession accordée à des particuliers, à des compagnies ou à des personnes morales privées ne devra avoir pour conséquence l'imposition d'une forme quelconque de travail forcé ou obligatoire en vue de produire ou de recueillir les produits que ces particuliers, compagnies ou personnes morales privées utilisent ou dont ils font le commerce.
2. Si des concessions existantes comportent des dispositions ayant pour conséquence l'imposition d'un tel travail forcé ou obligatoire, ces dispositions devront être rescindées aussitôt que possible afin de satisfaire aux prescriptions de l'article premier de la présente convention.

Art. 6

Les fonctionnaires de l'administration, même lorsqu'ils devront encourager les populations dont ils ont la charge à s'adonner à une forme quelconque de travail, ne devront pas exercer sur ces populations une contrainte collective ou individuelle en vue de les faire travailler pour des particuliers, compagnies ou personnes morales privées.

Art. 7

1. Les chefs qui n'exercent pas des fonctions administratives ne devront pas avoir recours au travail forcé ou obligatoire.
2. Les chefs exerçant des fonctions administratives pourront, avec l'autorisation expresse des autorités compétentes, avoir recours au travail forcé ou obligatoire dans les conditions visées à l'article 10 de la présente convention.
3. Les chefs légalement reconnus et ne recevant pas une rémunération adéquate sous d'autres formes pourront bénéficier de la jouissance de services personnels dûment réglementés, toutes mesures utiles devant être prises pour prévenir les abus.

Art. 8

1. La responsabilité de toute décision de recourir au travail forcé ou obligatoire incombera aux autorités civiles supérieures du territoire intéressé.
2. Toutefois, ces autorités pourront déléguer aux autorités locales supérieures le pouvoir d'imposer du travail forcé ou obligatoire dans les cas où ce travail n'aura pas pour effet d'éloigner les travailleurs de leur résidence habituelle. Ces autorités pourront également déléguer aux autorités locales supérieures, pour les périodes et dans les conditions qui seront stipulées par la réglementation prévue à l'article 23 de la présente convention, le pouvoir d'imposer un travail forcé ou obligatoire pour l'exécution duquel les travailleurs devront s'éloigner de leur résidence habituelle, lorsqu'il s'agira de faciliter le déplacement de fonctionnaires de l'administration dans l'exercice de leurs fonctions et le transport du matériel de l'administration.

Art. 9

Sauf dispositions contraires stipulées à l'article 10 de la présente convention, toute autorité ayant le droit d'imposer du travail forcé ou obligatoire ne devra permettre le recours à cette forme de travail que si elle s'est d'abord assurée:

- a. Que la service ou travail à exécuter est d'un intérêt direct et important pour la collectivité appelée à l'exécuter;
- b. Que ce service ou travail est d'une nécessité actuelle ou imminente;
- c. Qu'il a été impossible de se procurer la main-d'œuvre volontaire pour l'exécution de ce service ou travail malgré l'offre de salaires et de conditions de travail au moins égaux à ceux qui sont pratiqués dans le territoire intéressé pour des travaux ou services analogues; et
- d. Qu'il ne résultera pas du travail ou service un fardeau trop lourd pour la population actuelle, eu égard à la main-d'œuvre disponible et à son aptitude à entreprendre le travail en question.

Art. 10

Le travail forcé ou obligatoire demandé à titre d'impôt et le travail forcé ou obligatoire imposé, pour des travaux d'intérêt public, par des chefs qui exercent des fonctions administratives devront être progressivement supprimés.

2. En attendant cette abolition, lorsque le travail forcé ou obligatoire sera demandé à titre d'impôt et lorsque le travail forcé ou obligatoire sera imposé, par des chefs qui exercent des fonctions administratives, en vue de l'exécution de travaux d'intérêt public, les autorités intéressées devront s'assurer préalablement:

- a. Que le service ou travail à exécuter est d'un intérêt direct et important pour la collectivité appelée à l'exécuter;
- b. Que ce service ou travail est d'une nécessité actuelle ou imminente;

- c. Qu'il ne résultera pas du travail ou service un fardeau trop lourd pour la population actuelle, eu égard à la main-d'œuvre disponible et à son aptitude à entreprendre le travail en question;
- d. Que l'exécution de ce travail ou service n'obligera pas les travailleurs à s'éloigner du lieu de leur résidence habituelle;
- e. Que l'exécution de ce travail ou service sera dirigée conformément aux exigences de la religion, de la vie sociale et de l'agriculture.

Art. 11

1. Seuls les adultes valides du sexe masculin dont l'âge ne sera pas présumé inférieur à 18 ans ni supérieur à 45 pourront être assujettis au travail forcé ou obligatoire. Sauf pour les catégories de travail visées à l'article 10 de la présente convention, les limitations et conditions suivantes devront être observées:

- a. Reconnaissance préalable, dans tous les cas où cela sera possible, par un médecin désigné par l'administration, de l'absence de toute maladie contagieuse et de l'aptitude physique des intéressés à supporter le travail imposé et les conditions où il sera exécuté;
- b. Exemption du personnel des écoles, élèves et professeurs, ainsi que du personnel administratif en général;
- c. Maintien dans chaque collectivité du nombre d'hommes adultes et valides indispensables à la vie familiale et sociale;
- d. Respect des liens conjugaux et familiaux.

2. Aux fins indiquées par l'alinéa c ci-dessus, la réglementation prévue à l'article 23 de la présente convention fixera la proportion d'individus de la population permanente mâle et valide qui pourra faire l'objet d'un prélèvement déterminé, sans toutefois que cette proportion puisse, en aucun cas, dépasser 25 pour cent de cette population. En fixant cette proportion, les autorités compétentes devront tenir compte de la densité de la population, du développement social et physique de cette population, de l'époque de l'année et de l'état des travaux à effectuer par les intéressés sur place et à leur propre compte; d'une manière générale, elles devront respecter les nécessités économiques et sociales de la vie normale de la collectivité envisagée.

Art. 12

1. La période maximum pendant laquelle un individu quelconque pourra être astreint au travail forcé ou obligatoire sous ses diverses formes ne devra pas dépasser soixante jours par période de douze mois, les jours de voyage nécessaires pour aller au lieu de travail et pour en revenir devant être compris dans ces soixante jours.

2. Chaque travailleur astreint au travail forcé ou obligatoire devra être muni d'un certificat indiquant les périodes de travail forcé ou obligatoire qu'il aura effectuées.

Art. 13

1. Les heures normales de travail de toute personne astreinte au travail forcé ou obligatoire devront être les mêmes que celles en usage pour le travail libre et les heures de travail effectuées en sus de la durée normale devront être rémunérées aux mêmes taux que les taux en usage pour les heures supplémentaires des travailleurs libres.
2. Un jour de repos hebdomadaire devra être accordé à toutes les personnes soumises à une forme quelconque de travail forcé ou obligatoire et ce jour devra coïncider autant que possible avec le jour consacré par la tradition ou les usages du pays ou de la région.

Art. 14

1. A l'exception du travail prévu à l'article 10 de la présente convention, le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes devra être rémunéré en espèces et à des taux qui, pour le même genre de travail, ne devront être inférieurs ni à ceux en vigueur dans la région où les travailleurs sont employés, ni à ceux en vigueur dans la région où les travailleurs ont été recrutés.
2. Dans le cas de travail imposé par des chefs dans l'exercice de leurs fonctions administratives, le paiement de salaires dans les conditions prévues au paragraphe précédent devra être introduit aussitôt que possible.
3. Les salaires devront être versés à chaque travailleur individuellement et non à son chef de tribu ou à toute autre autorité.
4. Les jours de voyage pour aller au lieu de travail et pour en revenir devront être comptés pour le paiement des salaires comme journées de travail.
5. Le présent article n'aura pas pour effet d'interdire la fourniture aux travailleurs des rations alimentaires habituelles comme partie du salaire, ces rations devant être au moins équivalentes à la somme d'argent qu'elles sont censées représenter; mais aucune déduction ne devra être opérée sur le salaire, ni pour l'acquittement des impôts, ni pour la nourriture, les vêtements et le logement spéciaux qui seront fournis aux travailleurs pour les maintenir en état de continuer leur travail, eu égard aux conditions spéciales de leur emploi, ni pour la fourniture d'outils.

Art. 15

1. Toute législation concernant la réparation des accidents ou des maladies résultant du travail et toute législation prévoyant l'indemnisation des personnes à la charge de travailleurs décédés ou invalides, qui sont ou seront en vigueur sur le territoire intéressé, devront s'appliquer aux personnes assujetties au travail forcé ou obligatoire dans les mêmes conditions qu'aux travailleurs libres.

2. De toute façon, toute autorité employant un travailleur au travail forcé ou obligatoire devra avoir l'obligation d'assurer la subsistance dudit travailleur si un accident ou une maladie résultant de son travail a pour effet de le rendre totalement ou partiellement incapable de subvenir à ses besoins. Cette autorité devra également avoir l'obligation de prendre des mesures pour assurer l'entretien de toute personne effectivement à la charge dudit travailleur en cas d'incapacité ou de décès résultant du travail.

Art. 16

1. Les personnes soumises au travail forcé ou obligatoire ne devront pas, sauf dans les cas de nécessité exceptionnelle, être transférées dans des régions où les conditions de nourriture et de climat seraient tellement différentes de celles auxquelles elles ont été accoutumées qu'elles offriraient un danger pour leur santé.

2. Dans aucun cas, un tel transfert de travailleurs ne sera autorisé sans que toutes les mesures d'hygiène et d'habitat qui s'imposent pour leur installation et pour la sauvegarde de leur santé n'aient été strictement appliquées.

3. Lorsqu'un tel transfert ne pourra être évité, des mesures assurant l'adaptation progressive des travailleurs aux nouvelles conditions de nourriture et de climat devront être adoptées après avis du service médical compétent.

4. Dans les cas où ces travailleurs sont appelés à exécuter un travail régulier auquel ils ne sont pas accoutumés, des mesures devront être prises pour assurer leur adaptation à ce genre de travail, notamment en ce qui concerne l'entraînement progressif, les heures de travail, l'aménagement de repos intercalaires et les améliorations ou accroissements de rations alimentaires qui pourraient être nécessaires.

Art. 17

Avant d'autoriser tout recours au travail forcé ou obligatoire pour des travaux de construction ou d'entretien qui obligeront les travailleurs à séjourner sur des lieux de travail pendant une période prolongée, les autorités compétentes devront s'assurer.

1. Que toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer l'hygiène des travailleurs et leur garantir les soins médicaux indispensables, et que, en particulier:
 - a) ces travailleurs subissent un examen médical avant de commencer les travaux et de nouveaux examens à des intervalles déterminés durant la durée de l'emploi;
 - b) il a été prévu un personnel médical suffisant ainsi que les dispensaires, infirmeries, hôpitaux et matériel nécessaires pour faire face à tous les besoins; et
 - c) la bonne hygiène des lieux de travail, l'approvisionnement des travailleurs en eau, en vivres, en combustibles et matériel de cuisine ont été assurés d'une manière satisfaisante et des vêtements et un logement satisfaisants ont été prévus s'il est nécessaire;

2. Que des mesures appropriées ont été prises pour assurer la subsistance de la famille du travailleur, notamment en facilitant l'envoi d'une partie du salaire à celle-ci, par un procédé sûr, avec l'assentiment ou sur la demande du travailleur;
3. Que les voyages des travailleurs pour aller au lieu du travail et pour en revenir seront assurés par l'administration, sous sa responsabilité et à ses frais, et que l'administration facilitera ces voyages en utilisant dans la plus large mesure possible tous les moyens de transport disponibles;
4. Que, en cas de maladie ou d'accident du travailleur entraînant une incapacité de travail d'une certaine durée, le rapatriement du travailleur sera assuré aux frais de l'administration;
5. Que tout travailleur qui désirerait rester sur place comme travailleur libre, à l'expiration de sa période de travail forcé ou obligatoire, aura la faculté de le faire sans être déchu, pendant une période de deux ans, de ses droits au rapatriement gratuit.

Art. 18

1. Le travail forcé ou obligatoire pour le transport de personnes ou de marchandises, par exemple pour le portage et le pagayage, devra être supprimé dans le plus bref délai possible et, en attendant cette suppression, les autorités compétentes devront édicter des règlements fixant notamment:

- a) l'obligation de n'utiliser ce travail que pour faciliter le déplacement de fonctionnaires de l'administration dans l'exercice de leurs fonctions, ou le transport du matériel de l'administration, ou, en cas de nécessité absolument urgente, le transport d'autres personnes que des fonctionnaires;
- b) l'obligation de n'employer à de tels transports que des hommes reconnus physiquement aptes à ce travail par un examen médical préalable, dans tous les cas où cet examen est possible; dans les cas où il ne sera pas possible, la personne employant cette main-d'œuvre devra s'assurer, sous sa responsabilité, que les travailleurs employés ont l'aptitude physique requise et ne souffrent pas d'une maladie contagieuse;
- c) la charge maximum à porter par les travailleurs;
- d) le parcours maximum qui pourra être imposé à ces travailleurs du lieu de leur résidence;
- e) le nombre maximum de jours par mois ou par toute autre période, pendant lesquels ces travailleurs pourront être réquisitionnés, en comprenant dans ce nombre les journées du voyage de retour;
- f) les personnes qui sont autorisées à faire appel à cette forme de travail forcé ou obligatoire ainsi que la mesure dans laquelle elles ont le droit d'y recourir.

2. En fixant les maxima dont il est question sous les lettres c), d), e) du paragraphe précédent, les autorités compétentes devront tenir compte des divers éléments à con-

sidérer, notamment de l'aptitude physique de la population qui devra subir la réquisition, de la nature de l'itinéraire à parcourir, ainsi que des conditions climatiques.

3. Les autorités compétentes devront, en outre, prendre des dispositions pour que le trajet quotidien normal des porteurs ne dépasse pas une distance correspondant à la durée moyenne d'une journée de travail de huit heures, étant entendu que, pour la déterminer, on devra tenir compte non seulement de la charge à porter et de la distance à parcourir, mais encore de l'état de la route, de l'époque de l'année et de tous les autres éléments à considérer; s'il était nécessaire d'imposer aux porteurs des heures de marche supplémentaires, celles-ci devront être rémunérées à des taux plus élevés que les taux normaux.

Art. 19

1. Les autorités compétentes ne devront autoriser le recours aux cultures obligatoires que dans le but de prévenir la famine ou une disette de produits alimentaires et toujours sous la réserve que les denrées ou les produits ainsi obtenus devront rester la propriété des individus ou de la collectivité qui les auront produits.

2. Le présent article ne devra pas avoir pour effet, lorsque la production se trouve organisée, suivant la loi et la coutume, sur une base communale et lorsque les produits ou les bénéfices provenant de la vente de ces produits restent la propriété de la collectivité, de supprimer l'obligation pour les membres de la collectivité de s'acquitter du travail ainsi imposé.

Art. 20

Les législations prévoyant une répression collective applicable à une collectivité entière pour des délits commis par quelques-uns de ses membres ne devront pas comporter le travail forcé ou obligatoire pour une collectivité comme une des méthodes de répression.

Art. 21

Il ne sera pas fait appel au travail forcé ou obligatoire pour les travaux souterrains à exécuter dans les mines.

Art. 22

Les rapports annuels que les membres qui ratifient la présente convention s'engagent à présenter au Bureau international du Travail, conformément aux dispositions de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, sur les mesures prises par eux pour donner effet aux dispositions de la présente convention, devront contenir des informations aussi complètes que possible, pour chaque territoire intéressé, sur la mesure dans laquelle il aura été fait appel au travail forcé ou obligatoire dans ce territoire, ainsi que sur les points suivants: fins auxquelles ce travail aura été effectué; taux de morbidité et de mortalité; heures de travail; méthodes de paiement des salaires et taux de ces derniers; ainsi que tous autres renseignements pertinents.

Art. 23

1. Pour donner effet aux dispositions de la présente convention, les autorités compétentes devront promulguer une réglementation complète et précise sur l'emploi du travail forcé ou obligatoire.

2. Cette réglementation devra comporter, notamment, des règles permettant à chaque personne assujettie au travail forcé ou obligatoire de présenter aux autorités toutes réclamations relatives aux conditions de travail qui lui sont faites et lui donnant des garanties que ces réclamations seront examinées et prises en considération.

Art. 24

Des mesures appropriées devront être prises dans tous les cas pour assurer la stricte application des règlements concernant l'emploi du travail forcé ou obligatoire, soit par l'extension au travail forcé ou obligatoire des attributions de tout organisme d'inspection déjà créé pour la surveillance du travail libre, soit par tout autre système convenable. Des mesures devront également être prises pour que ces règlements soient portés à la connaissance des personnes assujetties au travail forcé ou obligatoire.

Art. 25

Le fait d'exiger illégalement du travail forcé ou obligatoire sera passible de sanctions pénales et tout membre ratifiant la présente convention aura l'obligation de s'assurer que les sanctions imposées par la loi sont réellement efficaces et strictement appliquées.

Art. 26

1. Tout membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer aux territoires soumis à sa souveraineté, juridiction, protection, suzeraineté, tutelle ou autorité, dans la mesure où il a le droit de souscrire des obligations touchant à des questions de juridiction intérieure. Toutefois, si ce membre veut se prévaloir des dispositions de l'article 35 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, il devra accompagner sa ratification d'une déclaration faisant connaître:

- i. Les territoires dans lesquels il entend appliquer intégralement les dispositions de la présente convention;
- ii. Les territoires dans lesquels il entend appliquer les dispositions de la présente convention avec des modifications et en quoi consistent lesdites modifications;
- iii. Les territoires pour lesquels il réserve sa décision.

2. La déclaration susmentionnée sera réputée partie intégrante de la ratification et portera des effets identiques. Tout membre qui formulera une telle déclaration aura la faculté de renoncer, par une nouvelle déclaration, à tout ou partie des réserves contenues, en vertu des alinéas ii et iii ci-dessus, dans sa déclaration antérieure.

Art. 27

Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions établies par la Constitution de l'Organisation internationale du Travail seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Art. 28

1. La présente convention ne liera que les membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée au Bureau international du Travail.
2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux membres auront été enregistrées par le Directeur général.
3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Art. 29

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Bureau international du Travail, le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation internationale du Travail.

Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres membres de l'organisation.

Art. 30

1. Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail, et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Bureau international du Travail.
2. Tout membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article, sera lié pour une nouvelle période de cinq années, et par la suite pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de cinq années dans les conditions prévues au présent article.

Art. 31⁶

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Art. 32

1. Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, la ratification par un membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit dénonciation de la présente convention sans condition de délai, nonobstant l'article 30 ci-dessus, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur.
2. A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des membres.
3. La présente convention demeurerait toutefois en vigueur dans sa forme et teneur pour les membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la nouvelle convention portant révision.

Art. 33

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

(Suivent les signatures)

⁶ Nouvelle teneur selon l'art. 1 de la conv. n° 116 du 26 juin 1961, approuvée par l'Ass. féd. le 2 oct. 1962 et en vigueur pour la Suisse depuis le 5 nov. 1962 (RS **0.822.721.6**).

Champ d'application le 5 mars 2008⁷

| Etats parties | Ratification Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|------------------------|--|--------|-------------------|------|
| Afrique du Sud | 5 mars | 1997 | 5 mars | 1998 |
| Albanie | 25 juin | 1957 | 25 juin | 1958 |
| Algérie | 19 octobre | 1962 S | 19 octobre | 1962 |
| Allemagne | 13 juin | 1956 | 13 juin | 1957 |
| Angola | 4 juin | 1976 S | 4 juin | 1976 |
| Antigua et Barbuda | 2 février | 1983 S | 2 février | 1983 |
| Arabie Saoudite | 15 juin | 1978 | 15 juin | 1979 |
| Argentine | 14 mars | 1950 | 14 mars | 1951 |
| Arménie | 17 décembre | 2004 | 17 décembre | 2005 |
| Australie | 2 janvier | 1932 | 2 janvier | 1933 |
| Ile Norfolk | 2 janvier | 1932 | 2 janvier | 1933 |
| Autriche | 7 juin | 1960 | 7 juin | 1961 |
| Azerbaïdjan | 19 mai | 1992 S | 19 mai | 1992 |
| Bahamas | 25 mai | 1976 S | 25 mai | 1976 |
| Bahreïn | 11 juin | 1981 | 11 juin | 1982 |
| Bangladesh | 22 juin | 1972 S | 22 juin | 1972 |
| Barbade | 8 mai | 1967 S | 8 mai | 1967 |
| Bélarus | 21 août | 1956 | 21 août | 1957 |
| Belgique | 20 janvier | 1944 | 20 janvier | 1945 |
| Belize | 15 décembre | 1983 S | 15 décembre | 1983 |
| Bénin | 12 décembre | 1960 S | 12 décembre | 1960 |
| Bolivie | 31 mai | 2005 | 31 mai | 2006 |
| Bosnie et Herzégovine | 2 juin | 1993 S | 2 juin | 1993 |
| Botswana | 5 juin | 1997 | 5 juin | 1998 |
| Bésil | 25 avril | 1957 | 25 avril | 1958 |
| Bulgarie | 22 septembre | 1932 | 22 septembre | 1933 |
| Burkina Faso | 21 novembre | 1960 S | 21 novembre | 1960 |
| Burundi* | 11 mars | 1963 S | 11 mars | 1963 |
| Cambodge | 24 février | 1969 S | 24 février | 1969 |
| Cameroun | 7 juin | 1960 S | 7 juin | 1960 |
| Cap-Vert | 3 avril | 1979 S | 3 avril | 1979 |
| Chili | 31 mai | 1933 | 31 mai | 1934 |
| Chine | | | | |
| Hong Kong ^a | 6 juin | 1997 | 1er juillet | 1997 |
| Macao ^b | 13 juillet | 1999 | 20 décembre | 1999 |
| Chypre | 23 septembre | 1960 S | 23 septembre | 1960 |
| Colombie | 4 mars | 1969 | 4 mars | 1970 |

⁷ Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (<http://www.dfae.admin.ch/traites>).

| Etats parties | Ratification Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|--------------------------|--|--------|-------------------|------|
| Comores | 23 octobre | 1978 S | 23 octobre | 1978 |
| Congo (Brazzaville) | 10 novembre | 1960 S | 10 novembre | 1960 |
| Congo (Kinshasa) | 20 septembre | 1960 S | 20 septembre | 1960 |
| Costa Rica | 2 juin | 1960 | 2 juin | 1961 |
| Côte d'Ivoire | 21 novembre | 1960 S | 21 novembre | 1960 |
| Croatie | 8 octobre | 1991 S | 8 octobre | 1991 |
| Cuba | 20 juillet | 1953 | 20 juillet | 1954 |
| Danemark | 11 février | 1932 | 11 février | 1933 |
| Groenland | 11 février | 1932 | 11 février | 1933 |
| Iles Féroé | 11 février | 1932 | 11 février | 1933 |
| Djibouti | 3 août | 1978 S | 3 août | 1978 |
| Dominique | 28 février | 1983 S | 28 février | 1983 |
| Egypte | 29 novembre | 1955 | 29 novembre | 1956 |
| El Salvador | 15 juin | 1995 | 15 juin | 1996 |
| Emirats arabes unis | 27 mai | 1982 | 27 mai | 1983 |
| Equateur | 6 juillet | 1954 | 6 juillet | 1955 |
| Erythrée | 22 février | 2000 | 22 février | 2001 |
| Espagne | 29 août | 1932 | 29 août | 1933 |
| Estonie | 7 février | 1996 | 7 février | 1997 |
| Ethiopie | 2 septembre | 2003 | 2 septembre | 2004 |
| Fidji | 19 avril | 1974 S | 19 avril | 1974 |
| Finlande | 13 janvier | 1936 | 13 janvier | 1937 |
| France | 24 juin | 1937 | 24 juin | 1938 |
| Guadeloupe | 24 juin | 1937 | 24 juin | 1938 |
| Guyana (française) | 24 juin | 1937 | 24 juin | 1938 |
| Martinique | 24 juin | 1937 | 24 juin | 1938 |
| Nouvelle-Calédonie | 26 juillet | 1954 | 26 juillet | 1954 |
| Polynésie française | 26 juillet | 1954 | 26 juillet | 1954 |
| Réunion | 24 juin | 1937 | 24 juin | 1938 |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 26 juillet | 1954 | 26 juillet | 1954 |
| Gabon | 14 octobre | 1960 S | 14 octobre | 1960 |
| Gambie | 4 septembre | 2000 | 4 septembre | 2001 |
| Géorgie | 22 juin | 1993 S | 22 juin | 1993 |
| Ghana | 20 mai | 1957 S | 20 mai | 1957 |
| Grèce | 13 juin | 1952 | 13 juin | 1953 |
| Grenade | 9 juillet | 1979 S | 9 juillet | 1979 |
| Guatemala | 13 juin | 1989 | 13 juin | 1990 |
| Guinée | 21 janvier | 1959 S | 21 janvier | 1959 |
| Guinée-Bissau | 21 février | 1977 | 21 février | 1977 |
| Guinée équatoriale | 13 août | 2001 | 13 août | 2002 |
| Guyana | 8 juin | 1966 S | 8 juin | 1966 |
| Haïti | 4 mars | 1958 | 4 mars | 1959 |

| Etats parties | Ratification Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|---------------|--|--------|--------------------------|------|
| Honduras | 21 février | 1957 | 21 février | 1958 |
| Hongrie | 8 juin | 1956 | 8 juin | 1957 |
| Inde | 30 novembre | 1954 | 30 novembre | 1955 |
| Indonésie | 12 juin | 1950 S | 12 juin | 1950 |
| Iran | 10 juin | 1957 | 10 juin | 1958 |
| Iraq | 27 novembre | 1962 | 27 novembre | 1963 |
| Irlande | 2 mars | 1931 | 1 ^{er} mai | 1932 |
| Islande | 17 février | 1958 | 17 février | 1959 |
| Israël | 7 juin | 1955 | 7 juin | 1956 |
| Italie | 18 juin | 1934 | 18 juin | 1935 |
| Jamaïque | 26 décembre | 1962 S | 26 décembre | 1962 |
| Japon | 21 novembre | 1932 | 21 novembre | 1933 |
| Jordanie | 6 juin | 1966 | 6 juin | 1967 |
| Kazakhstan | 18 mai | 2001 | 18 mai | 2002 |
| Kenya | 13 janvier | 1964 S | 13 janvier | 1964 |
| Kirghizistan | 31 mars | 1992 S | 31 mars | 1992 |
| Kiribati | 3 février | 2000 | 3 février | 2001 |
| Koweït | 23 septembre | 1968 | 23 septembre | 1969 |
| Laos | 23 janvier | 1964 S | 23 janvier | 1964 |
| Lesotho | 31 octobre | 1966 S | 31 octobre | 1966 |
| Lettonie | 2 juin | 2006 | 2 juin | 2007 |
| Liban | 1 ^{er} juin | 1977 | 1 ^{er} juin | 1978 |
| Libéria | 1 ^{er} mai | 1931 | 1 ^{er} mai | 1932 |
| Libye | 13 juin | 1961 | 13 juin | 1962 |
| Lituanie | 26 septembre | 1994 | 26 septembre | 1995 |
| Luxembourg | 24 juillet | 1964 | 24 juillet | 1965 |
| Macédoine | 17 novembre | 1991 S | 17 novembre | 1991 |
| Madagascar | 1 ^{er} novembre | 1960 S | 1 ^{er} novembre | 1960 |
| Malaisie | 11 novembre | 1957 S | 11 novembre | 1957 |
| Malawi | 19 novembre | 1999 | 19 novembre | 2000 |
| Mali | 22 septembre | 1960 S | 22 septembre | 1960 |
| Malte | 4 janvier | 1965 S | 4 janvier | 1965 |
| Maroc | 20 mai | 1957 | 20 mai | 1958 |
| Maurice | 2 décembre | 1969 | 2 décembre | 1970 |
| Mauritanie | 20 juin | 1961 S | 20 juin | 1961 |
| Mexique | 12 mai | 1934 | 12 mai | 1935 |
| Moldova | 23 mars | 2000 | 23 mars | 2001 |
| Mongolie | 15 mars | 2005 | 15 mars | 2006 |
| Monténégro | 3 juin | 2006 | 3 juin | 2007 |
| Mozambique | 16 juin | 2003 | 16 juin | 2004 |
| Myanmar | 4 mars | 1955 | 4 mars | 1956 |
| Namibie | 15 novembre | 2000 | 15 novembre | 2001 |

| Etats parties | Ratification Déclaration de succession (S) | Entrée en vigueur |
|---------------------------|--|------------------------------|
| Nauru | 5 septembre 1968 S | 5 septembre 1968 |
| Népal | 3 janvier 2002 | 3 janvier 2003 |
| Nicaragua | 12 avril 1934 | 12 avril 1935 |
| Niger | 27 février 1961 S | 27 février 1961 |
| Nigéria | 17 octobre 1960 S | 17 octobre 1960 |
| Norvège | 1 ^{er} juillet 1932 | 1 ^{er} juillet 1933 |
| Nouvelle-Zélande | 29 mars 1938 | 29 mars 1939 |
| Iles Cook | 4 décembre 1946 | 4 décembre 1946 |
| Nioué | 4 décembre 1946 | 4 décembre 1946 |
| Tokelau | 7 juin 1956 | 7 juin 1956 |
| Oman | 30 octobre 1998 | 30 octobre 1999 |
| Ouganda | 4 juin 1963 S | 9 octobre 1962 |
| Ouzbékistan | 13 juillet 1992 S | 13 juillet 1992 |
| Pakistan | 23 décembre 1957 | 23 décembre 1958 |
| Panama | 16 mai 1966 | 16 mai 1967 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 1 ^{er} mai 1976 S | 16 septembre 1975 |
| Paraguay | 28 août 1967 | 28 août 1968 |
| Pays-Bas | 31 mars 1933 | 31 mars 1934 |
| Antilles néerlandaises | 31 mars 1933 | 31 mars 1934 |
| Aruba ^c | | 1 ^{er} janvier 1986 |
| Pérou | 1 ^{er} février 1960 | 1 ^{er} février 1961 |
| Philippines | 15 juillet 2005 | 15 juillet 2006 |
| Pologne | 30 juillet 1958 | 30 juillet 1959 |
| Portugal | 26 juin 1956 | 26 juin 1957 |
| Qatar | 12 mars 1998 | 12 mars 1999 |
| République centrafricaine | 27 octobre 1960 S | 27 octobre 1960 |
| République dominicaine | 5 décembre 1956 | 5 décembre 1957 |
| République tchèque | 1 ^{er} janvier 1993 S | 1 ^{er} janvier 1993 |
| Roumanie | 28 mai 1957 | 28 mai 1958 |
| Royaume-Uni | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Anguilla | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Bermudes | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Gibraltar | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Guernesey | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Ile de Man | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Iles Falkland | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Iles Vierges britanniques | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Jersey | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Montserrat | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |
| Sainte-Hélène | 3 juin 1931 | 3 juin 1932 |

| Etats parties | Ratification Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|---------------------------------|--|--------|-------------------------|------|
| Russie | 23 juin | 1956 | 23 juin | 1957 |
| Rwanda* | 23 mai | 2001 S | 23 mai | 2002 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 12 octobre | 2000 | 12 octobre | 2001 |
| Saint-Marin | 1 ^{er} février | 1995 | 1 ^{er} février | 1996 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 21 octobre | 1998 S | 31 mai | 1995 |
| Sainte-Lucie | 14 mai | 1980 S | 14 mai | 1980 |
| Salomon, Iles | 6 août | 1985 S | 6 août | 1985 |
| Sao Tomé-et-Principe | 4 mai | 2005 | 4 mai | 2006 |
| Sénégal | 4 novembre | 1960 S | 4 novembre | 1960 |
| Serbie | 24 novembre | 2000 S | 24 novembre | 2000 |
| Seychelles | 6 février | 1978 S | 6 février | 1978 |
| Sierra Leone | 13 juin | 1961 S | 13 juin | 1961 |
| Singapour | 25 octobre | 1965 S | 25 octobre | 1965 |
| Slovaquie | 1 ^{er} janvier | 1993 S | 1 ^{er} janvier | 1993 |
| Slovénie | 29 mai | 1992 S | 29 mai | 1992 |
| Somalie | 18 novembre | 1960 S | 18 novembre | 1960 |
| Soudan | 18 juin | 1957 | 18 juin | 1958 |
| Sri Lanka | 5 avril | 1950 | 5 avril | 1951 |
| Suède | 22 décembre | 1931 | 22 décembre | 1932 |
| Suisse | 23 mai | 1940 | 23 mai | 1941 |
| Suriname | 15 juin | 1976 S | 25 novembre | 1975 |
| Swaziland | 26 avril | 1978 S | 26 avril | 1978 |
| Syrie | 30 octobre | 1961 S | 30 octobre | 1961 |
| Tadjikistan | 26 novembre | 1993 S | 26 novembre | 1993 |
| Tanzanie | 30 janvier | 1962 S | 30 janvier | 1962 |
| Tchad | 10 novembre | 1960 S | 10 novembre | 1960 |
| Thaïlande | 26 février | 1969 | 26 février | 1970 |
| Togo | 7 juin | 1960 S | 7 juin | 1960 |
| Trinité-et-Tobago | 24 mai | 1963 S | 24 mai | 1963 |
| Tunisie | 17 décembre | 1962 | 17 décembre | 1963 |
| Turkménistan | 15 mai | 1997 | 15 mai | 1998 |
| Turquie | 30 octobre | 1998 | 30 octobre | 1999 |
| Ukraine | 10 août | 1956 | 10 août | 1957 |

| Etats parties | Ratification Déclaration de succession (S) | Entrée en vigueur |
|---------------|--|-------------------|
| Uruguay | 6 septembre 1995 | 6 septembre 1996 |
| Vanuatu | 28 août 2006 | 28 août 2007 |
| Venezuela | 20 novembre 1944 | 20 novembre 1945 |
| Vietnam | 5 mars 2007 | 5 mars 2008 |
| Yémen | 29 juillet 1976 | 29 juillet 1977 |
| Zambie | 2 décembre 1964 S | 2 décembre 1964 |
| Zimbabwe | 27 août 1998 | 27 août 1999 |

- * Réserves et déclarations.
Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet de l'Organisation internationale du travail: <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdisp1.htm> ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP),
Section des traités internationaux, 3003 Berne.
- a Du 3 juin 1931 au 30 juin 1997, la convention était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. A partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 6 juin 1997, la convention est applicable à la RAS Hong Kong à partir du 1^{er} juillet 1997.
- b En vertu d'une déclaration de la République populaire de Chine du 13 juillet 1999, la convention est applicable à la Région administrative spéciale de Macao, à partir du 20 déc. 1999.
- c Au 1^{er} janv. 1986 l'île d'Aruba, qui faisait partie des Antilles néerlandaises, a acquis son autonomie interne au sein du Royaume des Pays-Bas. Ce changement n'affecte que le fonctionnement des relations constitutionnelles internes au sein du Royaume